



Palais de justice de Roanne

5 place Georges Clémenceau
42300 ROANNE



C.C.T.P.

Lot n°10

**Travaux spéciaux - Béton projeté
Voûtes des archives**

N° Dossier	5901
Date	07/05/2024
Phase	DCE
Indice	A

MAITRE D'OUVRAGE

Ministère de la Justice, DIR SG Centre-Es
20 Boulevard Eugène Deruelle
69432 LYON Cedex 03

ARCHITECTE :

eutopia
ARCHITECTURE

EUTOPIA Architectes
10 Rue Marius Patinaud
42000 ST ETIENNE

BE FLUIDES :



BDIBAT
12 rue Jules Simon
42100 ST ETIENNE

BE STRUCTURE :



BOST INGENIERIE
1997 rue Jeab Rostand
42350 LA TALAUDIERE

ECONOMISTE DE LA CONSTRUCTION :



GBA & CO
7 rue Pablo Picasso
42000 SAINT-ETIENNE

Table des matières

1 Prescriptions particulières.....	3
1.1 CCTP 0 - Prescriptions communes.....	3
1.4 Documents permettant d'apprécier la nature des prestations.....	4
1.18 Prescriptions des bétons.....	6
1.19 Prescriptions des coffrages.....	7
1.20 Mise en Oeuvre & Finitions des ouvrages.....	8
1.21 Les catégories de déchets.....	10
1.22 Gestion des déchets.....	11
2 Réfection des voûtes des sous-sols.....	12
3 Prestation d'Électricité.....	15
4 Prestation de CVC.....	16
4.1 Dévoiement et reprise de gaines générales.....	16
4.2 Reprise ventilation des archives.....	17
5 Prestation de plâtrerie peinture.....	18

1 Prescriptions particulières

1.1 CCTP 0 - Prescriptions communes

L'entreprise adjudicatrice doit se référer au "CCTP 0 - Prescriptions communes", qui forme les prescriptions générales de l'opération, et qui concerne l'ensemble des corps d'états techniques de la consultation.

L'offre de l'entreprise comprendra l'ensemble des incidences financières induites par la prise en compte des stipulations de tous les documents cités au sein du "CCTP 0 - Prescriptions communes".

L'entreprise titulaire du présent corps d'état technique s'engage à prendre en compte l'ensemble des pièces constitutives du dossier de consultation des autres corps d'état techniques pour l'établissement de son offre.

1.2 Documents de référence

Les travaux de curage ne faisant l'objet d'aucun DTU, ni CCTG, aucun document de référence contractuel ne peut être cité ici.

Les travaux de curage devront par contre respecter les différentes réglementations les concernant, notamment :

- Les réglementations locales (arrêtés municipaux et préfectoraux) concernant les démolitions, ou, à défaut les instructions des services publics concernés
- Les réglementations concernant la sécurité
- Les textes relatifs à l'hygiène et à la sécurité sur les chantiers, à la protection de l'environnement etc.
- Les textes relatifs aux limitations des bruits de chantier (à défaut de réglementation municipale, les dispositions de la réglementation générale concernant le limitation des nuisances provoquées par les chantiers seront strictement applicables)

L'entrepreneur du présent lot se référera aux prescriptions, stipulations, normes et règlements des documents officiels existants, applicables aux travaux objets du présent lot et notamment aux prescriptions et recommandations techniques des fournisseurs et fabricants de matériaux mis en oeuvre dans le cadre de la présente opération.

Il ne sera toléré aucune dérogation aux règles édictées dans les divers documents, et le fait, par l'Entrepreneur de ne pas s'y conformer strictement, pourra entraîner le refus par la maîtrise d'Oeuvre d'ouvrages non conformes.

Les procédés non traditionnels feront obligatoirement l'objet d'un avis technique du C.S.T.B. en cours de validité.

Les matériaux employés et leur mise en oeuvre seront conformes aux prescriptions ou recommandations énoncées dans cet avis.

***NB :** les procédés ne bénéficiant pas d'un avis technique, devront au minimum faire l'objet d'un cahier des clauses techniques en cours de validité, approuvé par le Contrôleur Technique.*

1.3 Consistance des travaux

OBJECTIF DES TRAVAUX :

L'entreprise devra curer l'ensemble de la zone sanitaire et la salle d'Urf afin d'extraire tous les matériaux réputés non inertes.

Dans le cas où certains ouvrages seront conservés, seuls les ouvrages figurant sur les plans projet et les plans de curage fournis doivent subsister après les travaux de déconstruction. L'ensemble des ouvrages repérés sur les plans d'état des lieux et ne figurant plus sur les plans projet sont à démolir au titre du présent corps d'état technique.

GRAVOIS, DECHETS ET MATERIAUX :

- **Mise en place des bennes fermées en nombre adaptées suivant le type de déchets.**
- Ensachage pour éviter la propagation des poussières
- Démontage, descellement, enlèvement, descente, toutes manutentions, sortie, roulage
- Chargement des gravois, déchets et matériaux de toutes sortes sur véhicules compris évacuation aux décharges ou aux centres de stockage ou de filières locales de valorisation des matériaux de déconstruction
- Nettoyage général du site et des locaux

Obligation de l'entrepreneur

L'entrepreneur sera contractuellement réputé avoir, avant la remise de son offre, visité le site sur lequel doit se réaliser les travaux. Lors de cette visite, il aura pris connaissance de la nature, de l'importance, etc ... des travaux préliminaires à réaliser.

Canalisations et câbles rencontrés

Dans le cas de rencontre de réseau en service lors de l'exécution des fouilles, toutes dispositions seront à prendre par l'entrepreneur pour ne pas endommager les canalisations ou câbles rencontrés.

Dès localisation d'un de ces ouvrages, l'entrepreneur devra immédiatement en avertir le Maître de l'Ouvrage et le Service concessionnaire concerné.

L'entrepreneur devra assurer la sauvegarde et la protection de ce réseau rencontré pendant toute la durée nécessaire en accord avec le Service concerné. Une protection sera demandée à EDF pour les câbles aériens à mettre en œuvre.

Salissures du domaine public

Pendant toute la durée des travaux, les voies, trottoirs etc... du domaine public, devront toujours être maintenus en parfait état de propreté.

En cas de non respect de cette obligation, l'entrepreneur sera seul responsable des conséquences.

Les travaux dus au titre du présent lot comporteront :

- Les mises au point techniques à partir des documents joints au dossier marché
- Les plans d'atelier et de chantier (PAC)

- La protection des ouvrages contigus et du matériel pendant les travaux
- Les échafaudages règlementaires adaptés au site, ainsi que les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité du personnel
- Les essais à la plaque
- L'enlèvement de tous les déchets, débris et emballages provenant de ses travaux
- L'évacuation des terres en surplus

1.4 **Documents permettant d'apprécier la nature des prestations**

Les documents permettant d'apprécier la nature et la consistance des travaux de curage sont :

- Les plans d'état des lieux
- Le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Les différents diagnostics réalisés
- Le cahier des charges des déposes soignées entrant dans le cadre du réemploi

Il est précisé que ces documents n'ont pas un caractère limitatif. L'entrepreneur demeure responsable de son étude et ne pourra après signature du marché, ni refuser d'exécuter des travaux complémentaires indispensables à la finition de son corps d'état technique, ni prétendre à une augmentation de son prix forfaitaire ou à une prolongation du délai contractuel.

1.5 **Prestations à la charge de l'entreprise**

L'entrepreneur aura à sa charge les frais de voirie et de signalisation, assurances, autorisations, démarches et formalités administratives, sécurité et passerelle de protection des personnes au droit des fouilles en tranchées, protection des ouvrages mitoyens, protection des plantations et des arbres conservés, remise en état du site, des voies d'accès, de la voirie et du terrain etc...

1.6 **Contrôle du compactage**

Les essais à la plaque pour le contrôle du compactage sur fond de forme avant remblaiement, sur remblaiement, sur couche de forme et sur couche de substitution, avant exécution des revêtements de surface prévus au présent lot, seront réceptionnés par l'Architecte en présence de l'entrepreneur du présent lot.

Dans la mesure où les essais à la plaque ne seraient pas conformes, de nouveaux essais seront réalisés, après reprise des matériaux et du compactage.

Ces derniers seront à la charge exclusive de l'entrepreneur du présent lot et ne pourront en aucun cas lui être rémunérés.

1.7 **Sujétions liés aux risques météorologiques**

L'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions nécessaires quelles qu'elles soient pour assurer l'évacuation des eaux superficielles lors de périodes météorologiques défavorables (pluie, orage, grêle, neige etc...) le plus vite possible et ceci pendant toute la durée des travaux et jusqu'à la réception.

Dans le cas d'impossibilité d'écoulement gravitaire, l'évacuation devra être assurée par pompage.

Les frais entraînés pour satisfaire à ces impératifs d'évacuation des eaux superficielles sont implicitement compris dans les prix du marché

1.8 **Démarches et autorisations**

L'entrepreneur sera tenu de faire toutes demandes d'autorisations et dérogations nécessaires aux administrations ou services compétents :

- Services Techniques Municipaux
- Services des Eaux
- Electricité de France
- concessionnaires Gaz
- France Télécom
- Direction Départementale de l'Equipement
- Etc... Liste non exhaustive

L'entrepreneur aura à sa charge les frais de voirie, balisage et signalisation, assurances, démarches et formalités administratives.

L'entreprise aura à sa charge toutes les procédures afin d'obtenir les autorisations de circulation sur la voie publique ou de neutralisation. De plus elle devra mettre en place la signalisation et les ouvrages adéquats.

L'entreprise devra de demander l'autorisation pour le ramassage des déchets suite au tri sélectif sur chantier.

1.9 **Autorisations et horaires**

- L'Entreprise devra prendre contact en temps utile avec les services compétents et se renseigner sur les conditions particulières qui pourront lui être imposées pour l'exécution de ses travaux.

- L'entreprise devra respecter les heures d'ouvertures du chantier qui lui seront notifiées sur l'autorisation régulière délivrée par les services compétents. Aucun trouble ne devra être, en dehors de ces heures, apporté à la tranquillité du voisinage.

1.10 **Bruits de chantier**

- Les bruits de chantier ne devront en aucun cas dépasser les niveaux sonores fixés par la réglementation pour le site considéré.
 - A défaut de réglementation municipale, les dispositions de la réglementation générale concernant la limitation des nuisances provoquées par les chantiers seront strictement applicables.
- Les travaux bruyants de démolition sont à prévoir en horaires décalés 6h-10h.

1.11 **Implantation et piquetage des ouvrages à réaliser**

- L'implantation et le piquetage des ouvrages devront être réalisés par un Géomètre expert agréé dans le cadre de l'offre de l'entreprise. Ils devront être matérialisés par piquets et blocage béton avec les côtes NGF d'altitude, et à soumettre à l'approbation de l'Architecte.
- L'entrepreneur doit l'implantation en plan et en altitude, compte tenu de toutes les sujétions prévisibles (talus, surlargeurs, mitoyenneté, etc...)
- Il effectuera toutes les opérations topographiques complémentaires pour l'implantation de ses ouvrages.
- L'entrepreneur restera seul responsable des erreurs qu'il aurait pu commettre et en supportera les conséquences, quelles qu'en soient l'importance et l'époque de leur découverte.
- Il est tenu de conserver avec soin les bornes de propriété ou autres repères fixes existants à l'ouverture du chantier. L'implantation et le nivellement théorique seront, si nécessaire, modifiés sur place pour obtenir un bon raccordement avec les ouvrages voisins (routes en particulier).
- L'entrepreneur ne pourra modifier lui-même quoi que ce soit aux plans qui lui auront été remis, par contre, il devra signaler à l'Architecte toutes erreurs, omissions, imprécisions afin qu'il y soit porté remède dans les plus brefs délais.

1.12 **Responsabilités**

- L'entrepreneur demeurera responsable des dégâts, dégradations, désordres occasionnés par les vibrations ou autres, sur le chantier ou à des tiers, mitoyenneté, voisinage, voiries, réseaux publics, etc...
- Il sera également responsable de tous les accidents survenus sur le chantier ou à proximité dûs à un manque de protection ou de signalisation.

1.13 **Prescriptions d'exécution**

- L'entrepreneur devra prévoir toutes les dispositions nécessaires pour l'exécution de ses travaux suivant le rapport géotechnique.
- Il devra également, si les conditions météorologiques le rendent nécessaire, prendre toutes mesures pour éviter des projections de poussières aux abords du chantier. Il sera formellement interdit de faire brûler sur place des bois ou autres matériaux.
- Il est bien entendu que l'entreprise sera tenue à la réparation et remise en état sans indemnité de tous dommages causés par le fait de ses travaux.

1.14 **Contrôles et analyses**

1.14.1 **Plan de récolement**

- Lors de sa demande de réception des travaux par courrier, chaque entreprise titulaire remettra au Maître d'œuvre les plans de récolement correspondants (2 tirages papier + 1 exemplaire reproductible) et tous les éléments nécessaires à leur validation (fiches techniques, notices de fonctionnement et d'entretien).
- Le titulaire devra remettre un plan masse au 1/200e de tous les ouvrages exécutés, réalisé par un géomètre agréé et remis au Maître d'œuvre sur support informatique format .DWG.
- Concernant le plan de récolement informatique des réseaux, ces derniers devront être géoréférencés (CC46) conformément à la nouvelle réglementation DT
- De même, chaque entreprise devra établir et remettre le Dossier des Interventions Ultérieures sur les Ouvrages (D.I.U.O.) au coordinateur SPS.

1.15 **Sujétions liées à la présence de réseaux de distribution publics**

- L'entrepreneur du présent lot devra prévoir les mesures de sécurité nécessaires pour les travaux à réaliser :
- A proximité des lignes électriques BT ou HT aériennes ou souterraines, et du réseau d'éclairage public, notamment pour l'implantation de la grue ou des grues de service qui ne pourront se faire sans l'accord des services d'Electricité de France
 - A proximité du réseau gaz, qui ne pourront se faire sans l'accord des services de Gaz de France
 - A proximité du réseau téléphone, qui ne pourront se faire sans l'accord des services de France Télécom
 - Etc... Liste non exhaustive
- L'entrepreneur devra se mettre en rapport avec les différents services intéressés avant le commencement des travaux.

1.16 **Principes d'interventions et recommandations d'exécution**

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur les principes d'interventions et les recommandations d'exécution préconisés par le bureau d'études de structure tels que : étalement des ouvrages en porte à faux, étalement des poutres, étais tire-pousse en phase provisoire, dalle pleine, prédalles, plancher préfabriqué, etc...

1.17 **Sécurité des travailleurs**

Les marches d'escaliers d'accès aux étages supérieurs seront exécutés à l'avancement des travaux afin de permettre l'approvisionnement des matériaux et garantir la sécurité des travailleurs pendant la durée des travaux.

L'entrepreneur du présent lot devra les protections collectives générales sur ses ouvrages ainsi que leurs maintenances pendant la durée de son intervention.

1.18 **Prescriptions des bétons**

1.18.1 **Bétons contrôlés normalisés BCN**

Ces bétons doivent répondre aux spécifications de la norme NF EN 206 -1 en particulier la définition technique des bétons contrôlés normalisés BCN en ce qui concerne :

- La nature et la classe du liant
- Les ajouts éventuels
- La consistance (les rajouts d'eau étant interdits)
- La résistance caractéristique
- La granulométrie mini-maxi des agrégats
- La classe d'environnement
- Le type de béton utilisé

Ils seront avec autocontrôles surveillés

1.18.2 **Ciments**

Les ciments utilisés devront répondre aux spécifications de la norme NF P 15-301 et bénéficier de la marque NF-VP.

La nature et la classe du ciment devront être appropriées à l'emploi et aux conditions d'environnement en service du béton (cas d'eau séléniteuse, eaux agressives, etc...) et à la nature des granulats :

- CEM I Portland (ex-CPA) pour poteaux, murs, poutres, dalles, etc...
- CEM II Portland composé (ex-CPJ)
- Ciment prise-mer conforme à la norme NF P 15-317

1.18.3 **Granulats**

Les granulats utilisés devront répondre aux spécifications de l'une des normes NF P 18-301 ou NF P 18-302.

La dimension maximale des granulats doit être compatible avec les dimensions de l'ouvrage à réaliser et l'espacement des armatures prévues dans cet ouvrage dans le cadre des prescriptions des règles en vigueur.

1.18.4 **Armatures**

Les aciers utilisés devront répondre aux spécifications des normes NF A 35-014 à NF A 35-019, NF 35-024 ou XP 35-031.

De plus, les barres ou fils à haute adhérence et les treillis soudés devront être agréés par la "commission interministérielle d'homologation et de contrôle des armatures pour béton armé".

Classification :

- Fe E 24 (235 MPa) pour les aciers doux et lisses
- Fe E 50 (500 MPa) pour les aciers à haute adhérence et les treillis soudés

L'entrepreneur aura à sa charge la fourniture et la mise en place des armatures HA, panneaux treillis soudés, broches en acier HA pour liaison, etc... et devra tenir compte dans ses prix unitaires des sujétions pour chutes et ligatures, recouvrements, etc...

Les attentes système Start seront conformes aux certificats NF-AFCAB.

1.18.5 **Adjuvants**

Les adjuvants utilisés devront répondre aux spécifications des normes NF P 18-103, NF P 18-331 à 18-338 et bénéficier d'un droit d'usage de la marque NF ou être choisis parmi ceux figurant sur la liste des adjuvants établie par la COPLA.

1.18.6 **Eau de gâchage**

L'eau de gâchage utilisée pourra être de l'eau distribuée par des réseaux publics ainsi que toutes eaux potables.

Dans les autres cas, l'eau de gâchage utilisée devra répondre aux spécifications de la norme NF P 18-303.

Dans le cas où il n'y a pas de réseau d'eau sur site, l'entreprise devra prendre en charge l'approvisionnement d'eau nécessaire à la réalisation de ces prestations.

Cette prise en charge comprend le transport, la location éventuelle de citernes, cuves et tout autre moyens.

1.18.7 **Essais des bétons**

Des essais d'écrasement sur éprouvettes béton seront à la charge de l'entreprise et effectués par un laboratoire agréé par le Maître d'Oeuvre et le Bureau de Contrôle.
Les prélèvements et contrôles seront effectués de façon inopinée.

1.18.8 **Lieu d'emploi des bétons et classe d'environnement**

Lieu d'emploi des bétons et classe d'environnement exigible suivant normes et DTU.

Nota : Dans les prescriptions ci-après il n'est pas fait de distinction entre béton intérieur et extérieur, le béton étant seulement défini par la destination (poteaux, murs, poutres, dalles, dallages, etc...)

1.18.9 **Opérations de finitions**

Les opérations de finitions comprendront implicitement :

- Les rebouchages, ragréages, finitions prêt à recevoir les enduits de finition
- Les réservations nécessaires à l'exécution des ouvrages
- L'exécution de ragréage adapté sur les ouvrages présentant certains défauts localisés (défaut d'enrobage des armatures, épaufrure, nids de cailloux, etc...)
- Toutes les opérations de ragréage nécessaires pour respecter les tolérances dimensionnelles de l'ouvrage fini
- Les percements et scellements effectués à postériori dans le béton durci exécutés de façon à ne pas compromettre les qualités requises de l'ouvrage fini

1.18.10 **Contrôles et essais AQC**

L'entrepreneur devra procéder aux essais et vérifications de fonctionnement de l'ensemble de ces ouvrages et installations.
Pour ce qui concerne les réseaux, il devra les essais d'étanchéité des réseaux enterrés eaux usées, eaux vannes, eaux pluviales.
La vérification par caméra sera obligatoire.

Les essais sont à réaliser par les soins de l'entrepreneur et sous son entière responsabilité.

Il aura à sa charge tous les frais de contrôles et d'essais, la mise à disposition des charges nécessaires ainsi que la mise à disposition du personnel qualifié.

Ces essais seront effectués conformément aux dispositions figurant dans le document technique AQC.

Les résultats seront transcrits sur des procès-verbaux.

Ces pièces seront communiqués au Maître d'Ouvrage et au Contrôleur Technique.

1.19 **Prescriptions des coffrages**

1.19.1 **Mise en oeuvre des coffrages**

Les travaux de mise en oeuvre des coffrages comprendront :

- Coffrage indéformable, imperméable et présentant des parements nets de décoffrage, soignés, uniformes, homogènes, vide de cailloux, de zone sableuse ou manque de matières
- Balèbres et aponces soigneusement affleurées et meulées
- Trous de serre joint, vis ou agrafes soigneusement bouchés dans toute leur épaisseur et ragrés en surface
- Réservations de passages et prises pour tous corps d'état et le garnissage après coup
- Mise en place de fourreaux pour passages de fluides
- Emploi des huiles de décoffrage limité au minimum, avec des huiles compatibles avec les produits de traitement des parements en finition

1.19.2 **Dénomination des coffrages, aspect des parements**

COFFRAGE ELEMENTAIRE :

- Coffrage élémentaire sans spécification particulière ou paroi destinée à recevoir un enduit de parement traditionnel épais

COFFRAGE COURANT :

- Coffrage courant destiné à recevoir des finitions classiques de papiers peints ou peintures moyennant un rebouchage préalable et l'application d'un enduit garnissant (ces travaux de rebouchage et enduit garnissant ne sont pas à la charge de l'entreprise du présent lot)
- Prix du coffrage courant incluant les travaux préparatoires nécessaires, ragréage, ponçage, enlèvement des balèbres, reprise des arêtes et cueillies, etc...

COFFRAGE SOIGNE :

- Coffrage soigné identique au parement courant mais sa meilleure finition permet de limiter les travaux ultérieurs de revêtement éventuel et n'exige qu'une moindre préparation

COFFRAGE SPECIAL :

- Pour parement décoratif en fonction des modénatures figurant sur les plans

1.19.3 **Etat des surfaces horizontales et réserve de dalle**

- Surface béton brut de règle sans spécification particulière simplement tiré à la règle vibrante pour les parties recevant une chape de forme support de carrelage
- Surface surfacé lissé avec un aspect fin et régulier destinée à recevoir des revêtements de sols collés ou des étanchéités sur terrasses

1.19.4 **Huiles de décoffrage**

Les huiles de décoffrage utilisées seront obligatoirement de nature végétale à 80%, non nocives (Xn) et de ce fait biodégradables rapidement (>60% à 28 jours selon la norme NF EN ISO 9408 OCDE 301 F).
Elles devront compter 5 gouttes dans la classification Synad Produits de Démoulage dans les rubriques "environnement" et "santé" ou équivalent.

1.20 **Mise en Oeuvre & Finitions des ouvrages**

1.20.1 **Mise en oeuvre des bétons**

BETONNAGE PAR TEMPS FROID :

Lorsque la température descend au-dessous de 5°C, tout bétonnage fait l'objet des dispositions spéciales soumises au Maître d'Oeuvre.

BETONNAGE PAR TEMPS CHAUD :

Durant les périodes où la température est élevée, surtout si elle s'accompagne d'un air sec, l'entrepreneur prendra toutes les dispositions pour éviter des conséquences fâcheuses sur le béton frais (forte accélération de la prise, évaporation rapide de l'eau, diminution rapide de la plasticité, fissuration après mise en oeuvre) ou sur le béton durci (élévation de la température du béton entraînant une diminution de la résistance finale et une fissuration).

L'entrepreneur établira des procédures à soumettre au Maître d'Oeuvre après avoir effectué, si nécessaire, des essais de convenance.

COFFRAGES :

Les coffrages et étalements devront présenter une rigidité suffisante pour résister, sans tassements ni déformations nuisibles, aux actions de toutes natures qu'ils sont exposés à subir pendant l'exécution des travaux, et notamment aux efforts engendrés par le serrage du béton. De plus, ils seront suffisamment étanches pour que le serrage par vibration ne soit pas une cause de perte d'une partie appréciable de ciment.

ARMATURES :

Les travaux de mise en oeuvre des armatures comprendront :

- Le façonnage des armatures
- La mise en place et arrimage
- Le soudage
- Les armatures en attentes et dispositions particulières relatives à la sécurité des personnes
- Etc... Liste non exhaustive

MISES EN OEUVRES DIVERSES DES BETONS :

Les travaux de mise en oeuvre des bétons comprendront implicitement :

- La mise en place avant tout commencement de prise, serrage, vibration ou pervibration par couches d'épaisseur appropriée
- Les reprises de bétonnage soumises à l'avis de l'ingénieur d'études ou précisées sur les plans d'exécution
- Le décoffrage et désétalement en respect des résistances du béton, compte tenu des sollicitations de l'ouvrage, pour éviter toute déformation excessive
- La confection permettant d'obtenir un produit homogène et des granulats bien enrobés de liant
- Le transport, depuis le lieu de fabrication jusqu'au lieu d'emploi, exécuté de telle façon que le béton présente, avant la mise en place, les qualités requises.

1.20.2 **Règles de mise en oeuvre des fondations**

Les dimensions et profondeurs des fouilles décrites correspondent à celles définies sur les plans du BET Structure.

L'entrepreneur devra tenir compte dans ses prix unitaires des sujétions suivantes :

- Sur-largeur
- Purges nécessaires en fonction des découvertes
- Blindage et étalement
- Coulage rapide du béton pour éviter toute décompression
- Perte de béton coulé en pleine fouille pour palier aux éboulements et irrégularités des parois
- Surconsommation de béton due à une éventuelle instabilité des parois

Dans le cas où l'entrepreneur découvre d'éventuels réseaux au cours des fouilles, il devra en informer immédiatement le Maître d'Oeuvre.

1.20.3 **Réservations de trous et scellements**

En complément aux dispositions décrites au sein du chapitre A :

L'entreprise établira ses plans de réservations et d'incorporations et les soumettra en temps opportun pour accord au Maître d'Oeuvre et le cas échéant au bureau de contrôle.

Faute de se conformer à cette procédure, l'entreprise sera tenue pour seule responsable de toutes les erreurs relevées en cours d'exécution ainsi que des conséquences de toutes natures que cela pourrait entraîner.

L'entreprise du présent lot est tenu de réserver ou d'incorporer dans ses ouvrages tous les trous, fourreaux, tampons, inserts, divers etc... qui lui auront été donnés en temps utile par les autres corps d'état.

De même elle devra le garnissage et rebouchage des trémies et trous après leur interventions, la finition étant assurée par le corps d'état chargé du traitement de la surface concernée.

Les réservations inférieures à 100 cm², ainsi que le garnissage et rebouchage restent à la charge de l'entreprise concernée.

L'incorporation de certains ouvrages dans le gros oeuvre devra se faire après entente entre les entreprises.

L'entreprise du gros oeuvre devra inclure dans sa prestation le temps nécessaire aux corps d'état chargés de ces incorporations de même qu'elle devra veiller à ne pas détériorer ses ouvrages lors du coulage, faute de quoi elle en sera tenue pour responsable et en assurera toutes les conséquences

Les entreprises chargées des incorporations en devront la vérification après coulage.

Le traitement des traversées entre plancher devra assurer un degré coupe-feu défini par le bureau de contrôle.

Les réservations de grandes surfaces, dans placards technique notamment, devront être traitées CF après passage des différents corps d'état ou selon la technique employée réalisée au préalable par un matériau négatif adapté (béton cellulaire), à faire valider par le bureau de contrôle.

1.20.4 **Opérations de finitions**

Les coffrages sont décrits au sein du CCTP suivant les nomenclatures fixées au DTU.

Les prestations de rebouchage, de ragréage et de finitions dépendent donc des natures de coffrage.

Ceci étant, les opérations de coffrage comprennent :

- Le rebouchage, le ragréage et les finitions de manière à livrer les parements prêt à recevoir les enduits de finition
- Les réservations nécessaires à l'exécution des ouvrages (cf nota au chapitre A relatif aux réservations)
- Sur les ouvrages présentant certains défauts localisés (défaut d'enrobage des armatures, épaufrure , nids de cailloux etc...), exécution de ragréage adapté
- Toutes les opérations de ragréage nécessaires pour respecter les tolérances dimensionnelles de l'ouvrage fini
- Les percements et scellements effectués à postériori dans le béton durci exécutés de façon à ne pas compromettre les qualités requises de l'ouvrage fini

1.20.5 **Supports destinés à recevoir un revêtement de sol**

L'entrepreneur doit livrer les supports destinés à recevoir un revêtement de sol (pose collée, pose scellée, etc ...) conformément aux normes et règles de l'Art définissant les tolérances admises.

Ces supports devront être réceptionnés contradictoirement.

Dans le cas de non-respect des règles de l'Art, les éventuels ragréages complémentaires restent à la charge de l'entreprise du présent lot sans aucune plus-value.

D'autre part l'entrepreneur du présent lot devra vérifier à la bombe à carbure le taux d'hygrométrie de son dallage à la réception de ses ouvrages.

1.20.6 **Supports destinés à recevoir un enduit mince**

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur la conformité aux normes et tolérances du DTU des supports (parement courant) destinés à recevoir un enduit mince en sous-face de dalle pleine, sur poutres en retombée, poteaux et murs intérieurs qui devront être réceptionnés par l'entrepreneur du lot Plâtrerie Peinture, les ragréages complémentaires restant à la charge du présent lot sans aucune plus value.

D'autre part les arêtes et cueillies seront rectifiées et dressées, sans épaufrures.

1.20.7 **Supports destinés à recevoir une peinture**

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur la conformité aux normes et tolérances du DTU des supports (parement soigné) destinés à recevoir une peinture (ou un revêtement plastique épais RPE ou un revêtement minéral épais RME) en sous-face de dalle pleine, poteaux et murs de façades qui devront être réceptionnés par l'entrepreneur en charge de ces prestations.

D'autre part les arêtes et cueillies seront rectifiées et dressées, sans épaufrures.

1.20.8 **Finition des ouvrages de maçonnerie avec parement décoratif**

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur la réalisation des ouvrages de maçonnerie avec parement décoratif ou parement soigné sans ragréage en béton auto plaçant (BAP) qui devront répondre aux exigences du DTU.
Toute reprise de coffrage, ségrégation des agrégats, etc... sera à proscrire.
D'autre part les arêtes et cueillies seront rectifiées et dressées, sans épaufrures.

1.21 **Les catégories de déchets**

1.21.1 **Classification des déchets**

La définition d'un déchet est donnée par la loi n°75-633 du 15 juillet 1975. L'annexe n°2002-540 du 18 avril 2002 classe les déchets en deux catégories différentes, les déchets dangereux pour la santé et l'environnement et les déchets non dangereux. Sur un chantier de déconstruction, les déchets sont classés suivant les catégories suivantes : les déchets amiantés, les déchets industriels spéciaux, les déchets inertes et les déchets industriels banals.

1.21.2 **Déchets amiantés**

Ces déchets sont conditionnés conformément aux règlements en vigueur et aux règles imposées par le cahier des charges des centres d'élimination. Le type de conditionnement sera adapté à la nature des déchets.

Les produits comportant de l'amiante liée sont conditionnés par colis de taille adaptée et recouverts d'un film plastique. Les fragments et les petits éléments sont conditionnés dans des récipients pour le vrac (GRV) ou des conteneurs fermés.

Quel que soit le conditionnement il est impératif de faire apparaître l'étiquetage " amiante " imposé par le décret du 28 avril 1988.

Le transport des déchets se fait par camions bâchés afin d'éviter l'envol de fibres. Un bordereau de suivi des déchets amiantés (BSDA) doit accompagner le chargement. Ce bordereau doit être signé par tous les intervenants, de la maîtrise d'ouvrage à l'éliminateur. Ce suivi permet de reconstituer le processus de transfert des déchets.

Les déchets contenant de l'amiante seront éliminés dans un centre de stockage de Classe II aménagé pour recevoir ce type de déchet.

1.21.3 **Déchets contenant du plomb**

Ces déchets sont conditionnés conformément aux règlements en vigueur et aux règles imposées par le cahier des charges des centres d'élimination. Le type de conditionnement sera adapté à la nature des déchets.

Les produits comportant du plomb sont conditionnés par colis de taille adaptée et recouverts d'un film plastique. Les fragments et les petits éléments sont conditionnés dans des récipients pour le vrac (GRV) ou des conteneurs fermés.

Quel que soit le conditionnement il est impératif de faire apparaître l'étiquetage " plomb "

Le transport des déchets se fait par camions bâchés. Un bordereau de suivi des déchets (BSD) doit accompagner le chargement. Ce bordereau doit être signé par tous les intervenants, de la maîtrise d'ouvrage à l'éliminateur. Ce suivi permet de reconstituer le processus de transfert des déchets.

Les déchets contenant du plomb seront éliminés dans un centre de stockage aménagé pour recevoir ce type de déchet.

1.21.4 **Déchets Industriels Spéciaux (DIS) ou Dangereux**

Les déchets industriels spéciaux (DIS) ou déchets dangereux, présentent des risques pour la santé et ils doivent être collectés, transportés, traités, éliminés ou stockés selon des règles strictes. Ces déchets comprennent les matériaux tels que les résidus de peinture, l'amiante, le goudron, les bois traités, etc. Ils doivent être triés sur le chantier pour ensuite être envoyés dans un centre de traitement (s'il contient une partie valorisable à extraire), ou envoyés dans un centre de stockage de classe 1 (s'il s'agit d'un déchet ultime).

Un bordereau de suivi sera rempli par les intervenants du transfert des déchets, du chantier, au centre de stockage ou de recyclage.

1.21.5 **Déchets Industriels banals (DIB) ou déchets non dangereux (DND)**

Les déchets industriels banals (DIB) sont des déchets ni inertes ni dangereux. Ils comprennent les matériaux tels que les revêtements de sol, de mur, le bois, les pastiques, etc. Ils sont triés sur le chantier puis sont transportés dans une unité d'incinération ou dans un centre de recyclage.

Un bordereau de suivi sera rempli par les intervenants du transfert des déchets, du chantier, au centre de stockage ou de recyclage.

NOTA:

Les "emballages" sont des déchets appartenant à la catégorie des DIB mais soumis à des objectifs de valorisation stricts. Ils doivent être obligatoirement triés et remis à des entreprises agréées.

1.21.6 **Déchets inertes**

Les déchets inertes sont des déchets qui ne sont pas susceptibles d'évoluer biologiquement, physiquement, chimiquement et dont le caractère polluant est à peu près nul, tels que les gravats, le béton, les tuiles, etc. Ils doivent être triés et stockés provisoirement sur le chantier puis soit recyclés dans un centre de recyclage, soit concassés et réutilisés pour des travaux routiers.

Un bordereau de suivi sera rempli par les intervenants du transfert des déchets, du chantier, au centre de stockage ou de recyclage.

1.21.7 **Rappel des interdictions**

Il est interdit de brûler les déchets sur les chantiers (sauf cas exceptionnel pour les bois infestés de termites après dérogation).
Il est interdit d'abandonner ou d'enfermer des déchets dans des zones non contrôlées administrativement (décharge sauvage).

1.22 **Gestion des déchets**

1.22.1 **Gestion des déchets de démolition**

La responsabilité en matière d'élimination des déchets repose sur le détenteur ou le producteur des déchets. L'entreprise doit effectuer le tri des déchets, leur évacuation pour élimination ou valorisation en assurant leur traçabilité dans le cadre d'une démarche de développement durable suivant la réglementation en vigueur à la date du commencement des travaux.

L'entrepreneur en charge l'élimination ou la valorisation des déchets, conformément aux règles en vigueur, et proposera dans son offre, à partir du présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP), et en accord avec les plans départemental et régional d'élimination des déchets mis en place, un mode de gestion optimisé des déchets comprenant :

Le triage sélectif des déchets suivant les grandes catégories de déchets décrites ci-après, dans des bennes adaptées aux types de déchets. Le stockage provisoire sur le site de déchets en vue de leur tri devra être réalisé de manière à respecter la santé et la sécurité des travailleurs et éviter la pollution des sols et des eaux en respectant les règles de conditionnement, notamment pour les déchets dangereux. De plus, l'entrepreneur devra apposer la signalétique adaptée (nature des déchets etc...), maintenir un état de propreté irréprochable sur le chantier et plus particulièrement aux abords des aires de stockage et informer son personnel aux attitudes à adopter.

Si l'entreprise n'assure pas elle-même le transport, elle devra indiquer l'entreprise de transport sous traitante dans son offre.

Pour le mode d'élimination, si l'entreprise assure elle-même cette prestation, elle doit fournir la destination des déchets par nature et les volumes correspondants, si l'entreprise soustraite cette opération, elle indiquera les coordonnées de l'entreprise sous-traitante.

L'entreprise devra mettre en œuvre les moyens nécessaires pour assurer une présence permanente sur le chantier, un suivi et une gestion des déchets.

1.22.2 **S.O.G.E.D**

Dans un souci de transparence, l'entreprise devra définir, ses modes opératoires, sa méthodologie, ainsi que les filières locales d'élimination et de valorisation des déchets. Ceci afin de vérifier et contrôler le parcours des déchets.

Les choix de l'entreprise titulaire du présent lot, concernant cette gestion, devront être pris de façon à limiter l'impact sur l'environnement (trajets, type d'engin, etc...)

Elle devra donc fournir au maître d'ouvrage un Plan d'Assurance Environnementale ET un Schéma Organisationnel de Gestion des Déchets.

Le SOGED constitue le document de référence à tous les intervenants traitant spécifiquement de la gestion des déchets. Au travers de celui-ci, l'entreprise s'engage sur :

- Le tri sélectif sur site des différents types de déchets.
 - Méthodes pour trier les déchets (bennes, conteneurs, etc.)
 - Les centres de stockages, de traitement ou filière de recyclage vers lesquels seront transférés les déchets.
- Information durant les travaux, de la constitution des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier.
- Les modalités retenues pour assurer le contrôle, le suivi et la traçabilité des déchets.
 - Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets.

1.22.3 **Bordereaux de suivi des déchets (BSD)**

Document permettant d'assurer un contrôle du respect de l'élimination des déchets du chantier. Celui-ci est rempli par les différents acteurs du transfert des déchets, du transport sur chantier, au centre de traitement ou de stockage.

Pour assurer le contrôle de cette gestion (tri - transport - élimination) et apporter la preuve de la destination finale des matériaux l'entreprise titulaire du présent lot devra fournir au maître d'ouvrage les bordereaux de suivi des déchets (BSD) comportant les éléments tels que la nature des déchets, les quantités, le lieu de traitement, la date de dépôt, le cachet du centre de traitement, le cachet de l'entreprise adjudicataire du marché avec signature du responsable, etc...

A la vérification de ces bordereaux, si les quantités réellement éliminées dans chaque filière sont inférieures de plus de 5% en poids aux quantités retenues dans le marché, l'entreprise titulaire du marché de démolition est invitée à justifier par écrit cet écart. L'irrecevabilité des dites justifications ne pourra être invoquée que si elle est fondée.

1.22.4

Recommandation n°T2-2000 et textes réglementaires

L'ensemble des descriptions qui suivent font référence à (liste non exhaustive) :

Code de l'environnement (partie législative) : Livre V titre IV Chapitre I° Elimination des déchets et récupération des matériaux articles 541-1 à 541-50

Décret n° 2002-540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets

Arrêté du 4 Janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination de déchets générateurs de nuisances

Décret n° 98-679 du 30 Juillet 1998 relatif au transport par route, au négoce et au courtage des déchets.

2

Réfection des voûtes des sous-sols

2.1

Travaux préparatoires

Ensemble des travaux préparatoires nécessaire à la réfection des voûtes comprenant :

- Purge des enduits non cohésifs
- Protection des réseaux
- Déplacement des étais pour évacuation du mobilier
- Dépose des étalements et renforts provisoire au fur et à mesure de la projection
- Le support doit être prêt à recevoir un béton projeté

NOTA : Les réseaux informatiques seront détachés mais ne pourront pas être dévotés.



Mode de métré : Au forfait pour l'ensemble

Localisation :

Dans les locaux archives suivant plans BET Structure

2.2 **Déménagement des archives**

Réalisation du déménagement des locaux archives :

- Ensemble des bureaux
- Ensemble des armoires
- Rayonnage pour archives
- Étagères mobiles pour archives...

L'ensemble du mobilier sera déménagé dans les locaux mis à disposition par le tribunal.

Mode de métré : Au forfait pour l'ensemble

Localisation :

Ensemble des locaux archives

2.3 **Réalisation de réservation dans plancher existant - 200 x 200 mm**

Réalisation de réservation dans plancher existant, comprenant :

- Protection des ouvrages contigus
- Échafaudage adapté
- Renforts périphériques au droit des réservations
- Armatures HA 120 kg HA/m³ suivant indication du BET Structure
- Broches en acier HA pour liaison avec ouvrages existants compris trous perforés et scellements au Clavex ou scellements chimiques
- Découpes soignée du plancher en excédent
- Descente, sortie, tri, chargement sur véhicules
- Transport et mise en décharge de classe adaptée et droit de décharge
- Nettoyage des supports
- Réalisation en concertation directe avec les lots techniques

Mode de métré : Au forfait par chevette

Localisation :

Depuis les locaux du sous-sol au bureau accueil

2.4 **Démolition des remplissages agglos**

Démolition des remplissages agglos comprenant :

- Echafaudage réglementaire et protection au droit des ouvrages contigus
- Démolition des élévations en maçonnerie
- Évacuation des gravats en décharge adaptée
- Prévoir équipements adaptés pour intervention en milieu confiné (sous sol) et avec accès restreint. L'entreprise devra se renseigner sur les modalités d'accès à la zone chantier.
- Condamnation des accès aux locaux au dessus des zones d'intervention.
- Les quantités sont données à titre indicatif. Elles doivent être vérifiées après visite avant travaux.

Mode de métré : Au m²

Localisation :

Dans les locaux archives suivant plans BET Structure

2.5 **Voile BA épaisseur 0.20 m**

Réalisation d'un voile en béton armé comprenant :

- Echafaudage réglementaire et protection au droit des ouvrages contigus
- Gros béton C16/20
- Béton projeté C 25/30
- Armatures HA et TS Fe 500 - Classe B (y compris connexion) : 16 kg TS/m² + 3 kg HA/m² suivant indication du BET Structure
- Compris coffrage

Mode de métré : Au m²

Localisation :

Dans les locaux archives devant ouverture bouchées suivant plans BET Structure

2.6 **Fouilles en tranchées**

Fouilles en tranchée pour béton projeté, dans terrain de toute nature compris roches de toutes catégories, exécutée par tous moyens manuels ou mécaniques approprié comprenant notamment :

- Terrassement en fouilles compris blindage de parois si nécessaire, épuisement d'eau, stockage des terres pour remblaiement
- Dressage du fond de fouille avec formation de pentes, compactage et réalisation de banquettes
- Remblaiement en matériaux triés et compactage par couches y compris mise à niveau
- Manutentions, roulage, reprise des terres avec chargement sur véhicules, et évacuation aux décharges à toutes distances et droits de décharge.
- Réalisation par passe si nécessaire

Mode de métré : Au M3 non foisonné

Localisation :

Dans le couloir CTA suivant plans BET Structure

2.7 **Béton projeté sur voûtes - 20 cm**

Réalisation d'un béton projeté comprenant :

- Echafaudage réglementaire et protection au droit des ouvrages contigus
- Gros béton C16/20
- Béton projeté C 25/30
- Armatures HA et TS Fe 500 - Classe B (y compris connexion) : 16 kg TS/m² + 3 kg HA/m² suivant indication du BET Structure
- Connexions par barres HA dans les voûtes et les parties verticales avec 1 HA10 espacement de 30 cm dans les 2 directions.
- Connexions par barres HA dans les relevés BA
- Toutes suggestion pour traitement des parties cintrées
- Prévoir équipements adaptés pour intervention en milieu confiné (sous sol) et avec accès restreint. L'entreprise devra se renseigner sur les modalités d'accès à la zone chantier.
- Condamnation des accès aux locaux au dessus des zones d'intervention.
- Les quantités sont données à titre indicatif. Elles doivent être vérifiées après visite avant travaux.
- Les réservations seront à vérifier ou à déterminer par les corps d'état concernées.

Mode de métré : Au m2

Localisation :

Dans les locaux archives suivant plans BET Structure

2.8 **Chaînage cintré en tête de mur de 0.20m de largeur**

Réalisation d'un chaînage cintré en tête de mur en béton projeté de 0.20m d'épaisseur comprenant :

- Echafaudage réglementaire et protection au droit des ouvrages contigus

CHAINAGE :

- Chaînage en béton armé de 0.20m de largeur et de 0.20m hauteur environ, compris coffrages (parement courant) et armatures HA en quantités nécessaires
- Toutes sujétions et difficultés pour chaînage cintré
- Liaison avec mur existants y compris trous perforés, barre d'acier de dimension adaptée et scellements chimiques adaptés.

Ratio d'armatures suivant indication du BET Structure :

- Chaînage BA : 8 kg HA/ml

Mode de métré : au ml

Localisation :

Dans les locaux archives suivant plans BET Structure

2.9 **Linéau B.A rapporté en sous face de linéau existant**

Création d'un linéau B.A en sous face de linéau existant comprenant :

- Echafaudage réglementaire et protection au droit des ouvrages contigus

LINÉAU B.A:

- Linéau B.A
- Saignées (ou prises) d'encastrement de linéau en béton armé
- Linéau en sous oeuvre en béton armé de section adaptée
- Coffrages (parement courant)
- Armatures HA 120 kg HA/m3 suivant indication du BET Structure
- Broches en acier HA pour liaison avec ouvrages existants compris trous perforés et scellements au Clavex ou scellements chimiques
- Blocage et garnissages au-dessus du linéau en béton armé

2.9.1 **Linéau 20 x 40 ht**

Suivant descriptif ci-avant et comprenant en complément :

- Linéau B.A de 0.20x0.40 m ht

Mode de métré : Au ML à réaliser

Localisation :

Dans les locaux archives suivant plans BET Structure

2.9.2 **Linéau 32 x 40 ht**

Suivant descriptif ci-avant et comprenant en complément :

- Linéau B.A de 0.32x0.40 m ht

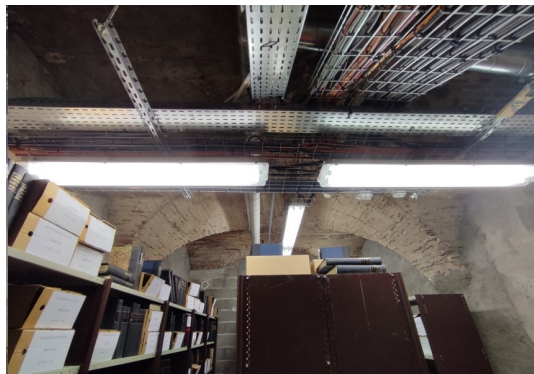
Mode de métré : Au ML à réaliser

Localisation :

Dans les locaux archives suivant plans BET Structure

3 **Prestation d'Électricité**

Dans la zone archives au sous sol, l'entreprise du présent lot aura à sa charge la dépose repose des éléments électriques en plafond du à la reprise des plafonds



3.1 **Mise en attente des câbles électriques existants**

La prestation comprend :

- . La dépose des chemins de câbles
- . La mise en suspension provisoire des câbles électriques
- . La protection des câbles avec des bâches de protection en polyéthylène.

Mode de métré : A l'ensemble

Localisation :

Dans les locaux archives suivant plans BET Structure

3.2

Fourniture et pose de nouveaux chemins de câbles

Y compris repose dans les nouveaux chemins de câbles, les câbles électriques en attentes ci-dessus.

Mode de métré : A l'ensemble

Localisation :
Dans les locaux archives suivant plans BET Structure

3.3

Dépose repose de l'éclairage existant

Y compris
Mise en attente des alimentations existantes
Stockage des luminaires
Fixations, raccordements et toutes sujétions

Mode de métré : A l'ensemble

Localisation :
Dans les locaux archives suivant plans BET Structure

3.4

Mise en attente de 2 têtes de détections automatiques

La prestation comprend :
La dépose des détecteurs du plafond
La suspension en provisoire des détecteurs
La repose des détecteurs au plafond
Nota : Les détecteurs devront rester en état de marche pendant la durée des travaux.

Mode de métré : A l'ensemble

Localisation :
Dans les locaux archives suivant plans BET Structure

4

Prestation de CVC

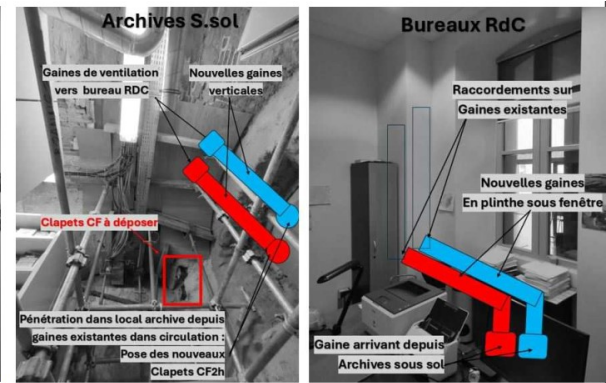
4.1

Dévoisement et reprise de gaines générales

Il sera prévu le dévoisement puis une reprise des gaines depuis les gaines existantes cheminement dans la circulation de la zone archives.

L'entreprise aura à sa charge :

- . La dépose des clapets CF existants
- . Le raccordement sur gaines existantes dans circulation
- . L'extension de gaines (voir principe ci-dessous).



4.1.1

Adaptation de réseaux

Adaptation de réseaux en plafond. Gaine circulaire en tôle d'acier galvanisé rigide spiralé MO, PF ½ h avec supports et fixations.
Y compris raccordements, étanchéité, supports et toutes sujétions de mise en œuvre.

4.1.1.1 **Raccordements sur gaines existantes en attentes**

Y compris percements dans mur aggro (entre archives et circulation des caves) et toutes sujétions de mise en œuvre.

Mode de métré : A l'ensemble

Localisation :

Dans le bureau au dessus des locaux archives suivant plans BET Structure

4.1.1.2 **Gaine diam 450 mm**

Mode de métré : Au ML

Localisation :

Dans les locaux archives et bureau au dessus suivant plans BET Structure

4.1.1.3 **Isolation réseau intérieur 25 mm**

Mode de métré : Au M2

Localisation :

Dans les locaux archives et bureau au dessus suivant plans BET Structure

4.1.1.4 **Percements et rebouchage**

Mode de métré : A l'ensemble

Localisation :

Dans le bureau au dessus des locaux archives suivant plans BET Structure

4.1.1.5 **Clapet coupe feu autocommandé**

Fourniture et pose de clapets coupe-feu 2H, auto commandés de caractéristiques suivantes :

- Gamme divisée en deux catégories : petits modèles (PM) et grands modèles (GM),

- ISONE® 2.1 Circulaire PM :

Ø100 au Ø500,

corps tunnel circulaire,

mécanisme ISONE® 2.1 PM,

joint d'étanchéité pour un raccordement simple et rapide.

Mode de métré : A l'ensemble

Localisation :

Entre la circulation et locaux archives suivant plans BET Structure

4.2 Reprise ventilation des archives

Afin d'effectuer les travaux sur les plafonds des archives, il sera prévu par l'entreprise du présent lot :

La dépose des réseaux de ventilation des archives

Reprise de la ventilation des archives après travaux du plafond.

4.2.1 **Repérage et Dépose**

Il sera réalisé sur les zones de travaux :

- Repérage des gaines à déposer

- Obturation dépose et l'évacuation des réseaux non conservés

Y compris toutes sujétions de dépose

Mode de métré : A l'ensemble

Localisation :

Locaux archives suivant plans BET Structure

4.2.2 **Adaptation de réseaux**

Adaptation de réseaux en plafond. Gaine circulaire en tôle d'acier galvanisé rigide spiralé MO, PF ½ h avec supports et fixations.

Y compris raccordements, étanchéité, supports et toutes sujétions de mise en œuvre.

- 4.2.2.1 **Raccordements sur gaines existantes en attentes**

Y compris percements dans mur agglo (entre archives et circulation des caves) et toutes sujétions de mise en œuvre.

Mode de métré : A l'ensemble

Localisation :
Locaux archives suivant plans BET Structure
- 4.2.2.2 **Gaine diam 200 mm**

Mode de métré : Au ML

Localisation :
Dans les locaux archives
- 4.2.2.3 **Isolation réseau intérieur 25 mm**

Mode de métré : Au M2

Localisation :
Dans les locaux archives
- 4.2.3 **Bouche de reprise**

4.2.3.1 **Bouche de reprise diam 200 mm**

Il sera prévu au présent projet des bouches de reprise en plafond des archives.
Les bouches de reprises seront associées à un module de régulation de débit composé d'un fut circulaire avec joint et d'un élément de régulation auto réglable démontable.
Une copie du PV d'essai et de la mise en service sera ensuite communiquée à la maîtrise d'oeuvre ainsi qu'à la maîtrise d'ouvrage.
L'entreprise adjudicataire fera une proposition de contrat de maintenance des installations du présent lot.
Bouche de reprise en aluminium fixe, déflexion 0°
Finition peinture époxy, teinte blanc RAL 9010 lat 30%
fixation par clips dans le manchon métallique dédié
De marque Aldes type BIM2 300 ou équivalent techniquement

Mode de métré : A l'ensemble

Localisation :
Locaux archives suivant plans BET Structure
- 4.2.3.2 **Module de régulation de débit diam 200 mm**

Modules de régulations associés aux bouche de reprise ci-avant.

Mode de métré : A l'ensemble

Localisation :
Locaux archives suivant plans BET Structure

5

Prestation de plâtrerie peinture

- 5.1 **Caisson d'habillage de Gaines de Ventilation - CF 1H - Rw + C = 35 dB**

Fourniture et pose d'un caisson d'habillage CF comprenant 2 plaques de plâtre type BA 13 sur parement extérieur fixé sur ossature métallique double de 70mm épaisseur et avec matelas isolant intérieur
- Système sous avis technique du CSTB

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :

Hauteur d'Emploi : 3.32m maximum
Nature de l'isolant : Panneaux laine de roche
- Epaisseur de l'Isolant : 45mm
- Réaction au feu de L'Isolant : euroclasse A2
- Epaisseur des plaques de Parement : 18mm
- Réaction au feu de la plaque : M1
- Indice d'affaiblissement acoustique minimum : Rw + C = 35 dB
- Résistance au Feu : Coupe-feu 1 H avec avis techniques

MISE EN OEUVRE

- Système sous avis technique du CSTB
- Coupes, déchets, arêtes armées et traitement des joints par bandes et enduits à joints adaptés suivant DTU 25-41 et avis technique du produit
- Isolant avec Certificat ACERMI en cours de validité
- Compris raccord sur caisson existant



Mode de métré : *Au M2 de caisson à mettre en oeuvre, vides déduits*

Localisation :

Caisson d'habillage des gaines de ventilation à dévoyer dans le bureau accueil

5.2

Peinture acrylique en parois - Classe A

Fourniture et mise en œuvre d'une peinture acrylique en paroi comprenant :

- Echafaudage Adaptés au site
- Travaux préparatoires et mise en œuvre suivant DTU
- Impression 1 couche et peinture acrylique à 2 couches minimum
- Support : Plaque de plâtre
- Aspect : mat en plafond et satiné en mur
- Finition : Classe A
- Teinte : au choix de l'Architecte dans la gamme du fabricant

Mode de métré : *Au M² de subjectile à peindre, plinthes et cadre non déduits pour rechapis*

Localisation :

Parois où les caissons sont créés

Fait à _____

le _____

Bon pour accord, signature, Maître d'Ouvrage

Signature et cachet de l'Entrepreneur